

N° 5186²

CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2003-2004

PROPOSITION DE LOI**portant modification de la loi du 2 décembre 1987
portant réglementation de la médecine scolaire**

* * *

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

(20.4.2004)

En date du 28 juillet 2003, le Premier Ministre, Ministre d'Etat, a soumis à l'avis du Conseil d'Etat la proposition de loi sous rubrique, déposée à la Chambre des députés par le député Jean Colombero, le 23 juillet 2003.

Le texte de la proposition de loi était accompagné d'un exposé des motifs et d'un commentaire des articles. La prise de position du Gouvernement y relative parvint au Conseil d'Etat par une dépêche du 15 octobre 2003.

Pour motiver la proposition de loi, l'auteur souligne l'importance actuelle de la promotion de la santé auprès des élèves, confrontés, selon lui, à des nouveaux problèmes tels que „*troubles du sommeil et de l'alimentation, consommation à risque de substances engendrant la dépendance, problèmes relationnels (dont les violences sur autrui et soi-même), les accidents, souvent en lien avec des conduites à risque, les grossesses non désirées, les abus sexuels, ...*“.

Les modifications du cadre légal existant, proposées par l'auteur de la proposition visée, consistent notamment en l'introduction d'un médecin scolaire à plein temps par cinq mille élèves. En plus, les tâches de la médecine scolaire seraient à élargir par l'établissement d'un dossier médical scolaire global et d'un bilan de santé annuel pour chaque élève. En outre, la médecine scolaire serait à étendre aux enfants fréquentant l'éducation précoce.

Actuellement, la médecine scolaire est régie par la loi du 2 décembre 1987 portant réglementation de la médecine scolaire et les mesures d'exécution actuelles figurent au règlement grand-ducal modifié du 21 décembre 1990 déterminant le contenu et la fréquence des mesures et examens de médecine scolaire. Les services de médecine scolaire sont placés sous l'autorité du médecin-chef de division de la médecine scolaire de la direction de la Santé. Sont soumis aux mesures de médecine scolaire tous les élèves de l'éducation préscolaire jusqu'à l'enseignement supérieur. Les enfants fréquentant l'éducation précoce sont couverts par une autre mesure légale ayant trait à la médecine préventive, à savoir la loi du 15 mai 1984 introduisant des examens médicaux systématiques pour les enfants âgés de deux à quatre ans.

Dans sa prise de position, le Gouvernement renvoie au cadre juridique existant et conclut „*que la médecine scolaire telle qu'elle est organisée actuellement donne satisfaction*“; partant, le Gouvernement ne se voit pas en mesure de soutenir la proposition de loi sous examen.

Le Conseil d'Etat n'est pas insensible aux problèmes que rencontrent les élèves d'aujourd'hui. Mais, contrairement à l'auteur de la proposition de loi cherchant à résoudre les problèmes par l'introduction d'une nouvelle fonction, le Conseil d'Etat est d'avis que tous les éducateurs, parents et enseignants, en contact quotidien avec les jeunes, – et non seulement une fois par année –, sont interpellés par cette situation. Dans ce sens, il ne peut donc approuver la proposition de loi sous avis.

Ainsi délibéré en séance plénière, le 20 avril 2004.

Le Secrétaire général,
Marc BESCH

Le Président,
Pierre MORES

